

Burundi : Aucune trace du représentant des étudiants, quatre autres arrêtés

Jeune Afrique, 30 mars 2017 Université du Burundi : un représentant des étudiants porté disparu, quatre autres arrêtés Quatre représentants des étudiants de l'Université du Burundi ont été arrêtés dans l'après-midi de mercredi, moins de 24 heures après la disparition d'un de leurs camarades. Des événements qui surviennent quelques jours après qu'un préavis de grève a été adressé au président de la République pour contester une réforme de la bourse universitaire.

Aucune trace d'Elysé Dushime, étudiant en 3e année d'économie à Bujumbura, depuis ce mardi 28 mars. D'après SOS Médias, un collectif de journalistes locaux, « il aurait été embarqué à l'Avenue de l'Université [qui sépare les quartiers de Bwiza et Rohero de la capitale burundaise, NDLR], dans une voiture de police alors qu'il rentrait après son stage qu'il effectue à la banque BCI ». Quatre autres étudiants ont été arrêtés le jour suivant, mercredi 29 mars, pour « être conduit dans un lieu secret de la police (sic) », d'après la même source. Les victimes sont tous des représentants des étudiants à l'Université du Burundi. Ces derniers avaient adressé le 23 mars dernier un préavis de grève au président de la République, Pierre Nkurunziza, pour contester une nouvelle mesure sur l'octroi de la bourse universitaire. « Discrimination des étudiants provenant de familles pauvres » Le décret controversé de Pierre Nkurunziza, signé début février, met fin au simple octroi de la bourse universitaire (30 000 Franc burundais, soit environ 18 dollars par mois), pour remplacer cette dernière par un prêt-bourse que l'étudiant devra rembourser à la fin de ses études. « C'est simplement la mise en application des résultats des États généraux de l'éducation de 2014 », se justifie Karerwa Ndezako, porte-parole du chef de l'État. Une décision qui ne passe pas chez les jeunes, qui ne voient dans cette mesure que de la « discrimination des étudiants provenant de familles pauvres face à l'enseignement supérieur, la division des étudiants, la réduction massive des intellectuels qualifiés au Burundi ainsi que le handicap de la vie de l'étudiant malheureux », d'après leur préavis de grève. Un tweet prémonitoire Reste que la décision de contester la mesure présidentielle avait été jugée risquée, voire très risquée, par de nombreux observateurs au vu de la situation politico-sécuritaire du pays, et du « sort réservé aux voix discordantes » dans le pays depuis l'éclatement de la crise en 2015. « Je crains des arrestations ou disparitions forcées de certains étudiants. Que Dieu les protège », avait averti Bob Rugurika, directeur de la Radio Publique Africaine (RPA), dans un tweet prémonitoire, quatre jours avant les faits. Par Armel Gilbert Bukeyenzeza

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});